

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1545>

Visite de Xavier Bertrand : Un petit tour par les DOM et puis s'en va

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 30 juillet 2011

Mis à jour le : samedi 30 juillet 2011

UGTG.org

Ceux qui avaient **mizé** sur la visite dans notre pays de 2 ministres (PENCHARD et BERTRAND) pour avoir des réponses aux nombreuses préoccupations et incertitudes qui planent sur le Secteur de la Santé en Gwadeloupe sont aujourd'hui bien désus.

Eh oui, ils avaient oublié qu'en période électorale (Sénatoriale de septembre et Présidentielle de mars 2012) les ministres de la France se rendent dans les colonies que pour la pêche aux voix.

Eh oui, ni sur la question de l'emploi, ni sur la santé, ces ministres n'ont pris d'engagements nouveaux, susceptibles de changer leurs visions, leurs projets et notre vie.

A l'Emploi, ils ont signé un contrat de service avec des entreprises du secteur agricole pour l'emploi de jeunes. Cette mission quotidienne et courante de l'Emploi est comme par extraordinaire effectuée par 2 ministres.

Mieux le SICA sélectionné et les entreprises qui en font partie ne disposent même pas de l'agrément exigé par le Ministre de l'Agriculture pour accéder à une telle convention... Cherchez l'erreur. Les gérants de ses sociétés agricoles sont encartés **Génération verté**, groupe politique de Marie-Luce PENCHARD.

Au CHU, ils ont mobilisé des centaines de maniblos, ils ont convoqué tous les élus, les parlementaire, la CME, le Conseil de Surveillance pour déclarer comme BACHELOT en août 2010 que **l'État décidera en septembre le financement du projet de reconstruction du CHU à hauteur de 590.000.000 millions d'euros**.

Bien sûr, certains diront qu'il y a une avancée puisque le CHU n'aura pas à emprunter pour boucler le projet, l'État prend tout en charge !!!

Men lapli bwa anba la bay !

En fait, BERTRAND n'a donné aucune indication sur le projet en question. Ces 590 millions d'euros financent quoi ? Est-ce la reconstruction du CHU avec ses 925 lits autorisés actuelles, ou 773 lits, sans 56 lits de Soins de Suite ou pire 635 lits, sans les 56 lits de soins de suite et 82 lits de Maternité ??

A l'évidence, le nouveau CHU en projet **sera amputé de plus de 200 lits** pour rester dans les limites du financement décidé. Les lits de Soins de suite (56) et de Maternité (82) devraient être rattrapés par le Centre Gynécologique du Raizet et le Centre Hospitalier de Capesterre Belle-Eau, tous les deux en reconstruction et par le secteur privé pour la maternité.

A l'évidence, nous avons dit, le nouveau CHU, ses capacités, ses activités (soins, techniques et logistiques) devra intégrer la reconfiguration de l'offre de soins public et privé, décidée par l'État dans le cadre de la loi HPST.

Selon les premiers documents communiqués par l'ARS, le Projet Régional de Santé et ses orientations stratégiques, l'offre de santé sera regroupée sur 3 Territoires de Santé (Iles du Nord à l'ARS Région Centre avec Marie-Galante, Désirade et enfin le Nord Basse-Terre de Goyave à Pointe-Noire et enfin le Territoire

Sud Basse-Terre comprenant les Iles des Saintes et la Commune de Bouillante À Capesterre Belle-Eau.

Les orientations affichées confirment notamment la fermeture de l'Hôpital de Marie-Galante, de Services de Maternité de l'Hôpital Beupersu et de Maurice Selbonne et de Capesterre Belle-Eau, le passage du niveau de 3 À 1 de la Maternité du CHBT et la fermeture de son service de néonatalogie, la création de GCS pour l'utilisation des équipements de radiologie des Etablissements Publics de Santé par des radiologues libéraux, le regroupement de la Chirurgie des cancers sur un seul site.

La compétition est lancée entre les Eaux-Clares et le CHU. Ni la Polyclinique, ni le CHBT ne sont donc dans la course :

Nous avons dit aussi, un tel schéma aura des conséquences énormes sur l'accès aux soins des malades et sur l'emploi. Bien évidemment, en période électorale, de telles annonces font d'ordinaire.

C'est pour cela que BERTRAND et PENCHARD ont fait tout un cinéma, tout un plat sur le financement de la reconstruction du CHU, comme s'il agissait d'une Grande Nouvelle de façon à ne pas être interrogés sur le fond du dossier.

Nous, UTS-UGTG, nous avons pas été dupes. D'ailleurs notre organisation nous a pas été informée de cette visite ni nous a été invitée à rencontrer le ministre.

C'est la raison pour laquelle nous avons refusé de rencontrer un membre du Cabinet du Ministre de la Santé et avons réclamé de participer en délégation au Conseil de Surveillance le Jeudi 21 Juillet. Yo di awa !

Malheureusement, les élus et administratifs présents, tellement contents d'être reçus par 2 ministres, se sont contentés de **pawol anl**, ont bu, ont mangé et sont sortis de la salle **rasazy** de bonnes intentions.

Ils ne se sont même pas rendus compte que, s'agissant du déficit de **40 millions prévus pour le CHU en 2011**, que s'agissant de l'application du **Plan Santé Outre Mer** présenté par BACHELOT en juillet 2009, plan censé résoudre les questions relatives aux difficultés financières des hôpitaux des DOM, aux surcoûts de construction, aux tremblements de terre et aux cyclones, aux pathologies particulières dont nous sommes

atteints, au manque de médecins et de paramédicaux, **PENCHARD ET BERTRAND sont restés très vagues.**

Pourtant, à la conférence des Présidents du CME des Hôpitaux, l'Union Hospitalière, les syndicats, les parlementaires, tous réunis à la Cité des Maîtres du Raizet le 5 Juillet dernier étaient semblés-ils d'obtenir des réponses de l'État sur tous ces dossiers.

Il a même été reproché à l'UTS-UGTG d'avoir voulu tout bousculer au cours de cette conférence, nous disant d'attendre la visite du Ministre **Yo pri !**

Et maintenant !

Fow vwÃ" pouw kwÃ" ! BERTRAND continue son pÃ©riple Ã©lectoral et a certainement dÃ©jÃ oubliÃ© les urgences et le service de maladies infectieuses du CHU qui s'Ã©taient parÃ©s de leurs plus beaux atours pour le recevoir.

Maintenant, il appartient aux mÃ©decins des hÃ´pitaux, aux directeurs d'Ã©tablissement, aux Ã©lus de Guadeloupe, de se rendre Ã©vidence et de rÃ©pondre Ã nous, soignants et malades de rÃ©pondre Ã nos revendications. Nos revendications restent d'actualitÃ©s, notre dÃ©termination aussi.

Seule notre mobilisation, un vaste mouvement de protestation face aux projets de l'ARS (Agence RÃ©gionale de SantÃ©) peut dorÃ©navant nous garantir des conditions de travail dÃ©centes et la protection de tous nos droits. Seul notre engagement dans la lutte peut prÃ©server et amÃ©liorer le droit d'accÃ©s de tous les malades et usagers des services de santÃ© aux soins et attentions que leur Ã©tat nÃ©cessite.

BAY LANMEN! DÃ©MEN PA SENTEN!

BAY LANMEN! DÃ©MEN PA SENTEN!

P-Ã -P, le 28/07/11

CONSEIL SYNDICAL UTS-UGTG